

## La crise ? Oui, mais pas pour tout le monde !

### LBO de CONVERTEAM

#### Pourquoi la fermeture de la banque Lehman Brothers n'est pas un problème ?

La Direction de CONVERTEAM vient de boucler son second LBO en accueillant, malgré la soi-disant raréfaction du crédit, de généreux banquiers (ou mezzaneurs) prêts à remplacer la défunte Lehman Brothers, initialement présente dans le pool de syndication bancaire.

Avec les nouvelles restrictions de crédit de ces dernières semaines, le coût de la dette a-t-il été réévalué à la hausse avec des garanties bien supérieures à celles consenties auparavant ? La pression financière sur CONVERTEAM ne risque-t-elle pas d'être bien plus élevée ? En outre, le risque de défaillance de crédit (auquel sont confrontées de nombreuses entreprises surendettées par des montages de LBO), ne fait-il peser une menace supplémentaire sur les salariés de CONVERTEAM ?

En juillet 2008, lorsque le comité d'entreprise de CONVERTEAM a été consulté, c'était sur la base du montage structuré par la dette de Lehman Brothers. La fermeture de cette si prestigieuse banque, ne devrait-elle pas conduire la Direction de CONVERTEAM à une nouvelle consultation du comité d'entreprise et des salariés sur ce projet de LBO secondaire ?

### SOCOTEC menacé par un LBO

#### Le modèle Sarkozy à l'épreuve du capitalisme financier !

Le Président de la République vante l'actionariat salarié pour défendre nos entreprises contre les prédateurs (représentants les méchants capitalistes financiers) pour lesquels il a eu des mots très durs.

Pourtant, dans quelques semaines, SOCOTEC, entreprise française solide, viable (avec une réserve de trésorerie de près de 60 millions d'euros) et détenue à 100% par ses salariés, risque de se retrouver surendettée de 180 millions d'euros, avec des emprunts mezzanines (remboursables in fine) à des taux de 16% qui vont quasiment doubler sa dette en quelques années !

Derrière cette opération, le prédateur en question n'est autre que CDC Capital Investissement, filiale de la Caisse des Dépôts, établissement public sous la garantie et le contrôle du Parlement Français, et bras financier de l'Etat.

Quand la France est capable, malgré ses caisses vides, d'injecter des milliards pour renflouer des établissements spéculateurs, pourquoi l'Etat continue-t-il à laisser le champ libre à la spéculation financière des LBO ? La Caisse des dépôts ne devrait-elle pas limiter son rôle de financeur public à renforcer le pouvoir de l'actionariat salarié contre la spéculation financière, plutôt que d'y participer activement comme tous les autres vautours ?

Des solutions alternatives innovantes sont proposées par des associations d'actionnaires salariés de l'entreprise : en faire l'économie serait contre productif dans cette période de crise financière mondiale qui nécessite le retour à la confiance. Il serait temps que monsieur Sarkozy, grand pourfendeur du capitalisme financier, intervienne enfin dans ce dossier !

**Collectif LBO – 18, rue d'Alembert – 92 190 MEUDON**

**CCP : 20041 01012 0645205A033 27 - N° SIRET 491 766 556 00014 – APE 913 E**

<http://www.collectif-lbo.org>

**Contact : Philippe Matzkowski - 06.19.51.27.62 - [pmatzkowski@yahoo.fr](mailto:pmatzkowski@yahoo.fr)**